

## RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL ET COMPOSITION DU BUREAU POLITIQUE DU FLN

# Tout se fera après le Ramadhan

**Le 10<sup>e</sup> congrès du Front de libération nationale aura décidé-ment été inédit, en tout ! A telle enseigne qu'au lendemain du gigantesque show du week-end dernier à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à Alger, les travaux du congrès se poursuivent au niveau du siège national à Hydra où tout se concentre sur la commission des candidatures qui s'emploie à trancher les recours et à valider la liste définitive des membres du Comité central.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - En fait, tout se déroule entre deux hommes, le secrétaire général, Amar Saâdani, et le président de la commission des candidatures, Djamel Ould Abbès, en permanente coordination avec la présidence de la République.

En tout, et jusqu'à hier mardi, pas moins d'une soixantaine de recours ont été déposés par des congressistes s'estimant lésés ou alors dont les noms n'avaient pas été cités «par omission» comme faisant partie du nouveau Comité central, nous révèle une source sûre.

Mais d'ores et déjà, «et sur instruction venue d'en haut», Amar Saâdani est décidé d'éliminer tous les cas flagrants de responsables ayant réussi à faire introduire des proches, généralement un fils, dans la composante du Comité central. L'on peut citer les cas de Saïd Bendaïda, Saïd Bouhadja et du président de la commission de discipline sortant.

Autre cas tranché par Amar Saâdani, ou plus précisément les deux cas jumelés des mouhafadhas de Ghardaïa et de Menéa. Une première fois, à l'issue des élections lors du congrès, une femme et deux hommes seront élus pour Ghardaïa tandis que le quota de Menéa sera composé d'une femme et un homme.

Or, un premier recours déposé le jour même de l'élection tranchera dans la précipitation pour se rendre compte de la situation cocasse créée par sa décision de samedi dernier : dans la région la plus conservatrice du pays, Ghardaïa et Menéa, le FLN se retrouve représenté exclusivement par des femmes, trois à Ghardaïa et 2 à Menéa ! Ce qu'il rectifiera en reprenant les listes initiales, nous confie notre source. Ceci au niveau de la base. Quant au «somet», le FLN vient d'enregistrer les arrivées de... quatre nouveaux ministres dans son Comité central, toutes validées hier mardi. «Il



Le 10<sup>e</sup> congrès du FLN à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

s'agit du ministre des Ressources en eau, Abdelouahab Nouri, dont la candidature était en instance, en plus du ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, du ministre des Travaux publics, Abdelkader Quali, et du nouveau ministre des Transports Boudjemaâ Talai», nous confie encore notre source. Ces membres du gouvernement rejoignent ainsi au Comité central leurs collègues qui y figurent déjà depuis samedi, à savoir les ministres respectifs de la Justice, Tayeb Louh, des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la

Ligue arabe, Abdelkader Messahel, des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, de l'Agriculture, Abdelkader Kadi, et de l'Enseignement supérieur Tahar, Hadjar. L'on peut également citer parmi les hauts cadres de l'Etat, le président de l'APN, Larbi Ould Khelifa, le secrétaire général de la présidence de la République, Hebba Okbi, l'ambassadeur d'Algérie à Tunis, Abdelkader Hadjar, et une pléthore d'autres cardes à différents échelons des appareils institutionnels, adminis-

tratifs et économiques. Cela, sans compter une pléiade d'autres anciens cadres. Le FLN, que préside Bouteflika de manière officielle et effective depuis 2005, se donne, ainsi, des allures d'un parti-Etat alors même qu'aucune élection nationale n'a eu lieu ! C'est exactement l'inverse du scénario connu par le parti sous Ali Benflis au lendemain de son écrasante victoire aux législatives de mai 2002. Une victoire qui, pour rappel, avait permis au FLN, à l'époque, de surclasser l'ancien premier parti du pays, qui était le RND. Cet afflux «ministériel» vers le FLN version Saâdani s'explique, bien sûr, par l'implication personnelle et à «visage découvert» de Abdelaziz Bouteflika dans tout le processus ! Sur un autre plan, organique cette fois, notre source nous affirme que la réunion de la première session du nouveau Comité central ne sera convoquée qu'après le mois de Ramadhan.

Ce sera lors de cette session que sera connue la composante du nouveau Bureau politique dont le nombre est, lui aussi, revu à la hausse, entre 17 et 19 membres. Une composante qui fera l'objet d'une attention particulière, par celui-là même qui a «tout» inspiré jusque-là, Abdelaziz Bouteflika...

K. A.

## ÉPREUVES DE FIN DE CYCLE D'ÉTUDES PRIMAIRES

# Un examen à bannir ?

**Plus de 648 500 élèves ont passé hier l'examen de fin de cycle primaire. L'épreuve imposée à des élèves de 10 ans n'est-elle pas un examen de trop ?**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La ministre de l'Education nationale a déclaré au cours de cette semaine qu'une réflexion est en cours pour que l'examen de la 5<sup>ème</sup> année primaire devienne «un simple test national qui permette de diagnostiquer la situation et le niveau de l'élève».

Y a-t-il lieu de supprimer l'épreuve de fin de cycle primaire ? Selon le pédagogue en sciences de l'éducation, Badrina Mohamed Larbi, le système éducatif finlandais occupe la première place du classement mondial de l'Unesco. Un classement «du premier élève de meilleure qualité d'enseignement» qu'il occupe depuis vingt ans. Une performance que la Finlande a réalisé, explique ce pédagogue, sans instaurer l'examen de la sixième (fin de cycle primaire). Mieux, un élève finlandais passe son premier examen à l'âge de 16 ans.

L'élève en Finlande entame sa première année scolaire à l'âge de sept ans. De l'âge de sept ans jusqu'à l'âge de dix ans, le système éducatif finlandais ne s'occupe que de l'éducation de l'enfant et des principaux fondements de sa personnalité. La même méthode est adoptée par le Japon, selon M. Badrina. Jusqu'à l'âge de dix ans, leur système ne s'occupe que de l'épanouissement de la personnalité de l'enfant.

D'ailleurs, dit-il, les systèmes éducatifs japonais et finlandais sont basés tous les deux sur une éducation de l'industrie. Le système éducatif algérien, dit-il, est ins-

piré du système français. Sauf qu'en France, l'examen de fin de cycle primaire n'est qu'une formalité évaluative du parcours de l'élève. Selon M. Badrina, il ne faut pas donner de l'importance à l'examen de fin de cycle primaire, mais il faut plutôt instaurer un système de compétence. Les conseillers pédagogiques, dit-il, seront chargés d'évaluer juste les compétences intellectuelles de l'élève. D'ailleurs, poursuit-il, selon les rapports internationaux, l'enfant algérien avant

sa scolarisation possède les mêmes compétences que les autres enfants de par le monde. Mais le système éducatif algérien, déplore-t-il, repose sur un travail de mémoire au détriment de l'innovation et la création. Mezaïne Meriane, coordonateur du Snapest (Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) estime aussi de son côté que cet examen n'a aucune raison d'être.

Il trouve, d'ailleurs, qu'il y a une contradiction avec cet examen du moment que la législation algérienne stipule que la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16

ans. Le syndicaliste s'interroge comment garder un adolescent de 16 ans dans le cycle primaire avec un enfant de 6 ans ? Meriane propose deux options : soit aller vers la suppression définitive de cet examen du moment que la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, soit penser à une autre solution pour placer ces adolescents de 16 ans, ayant un déficit intellectuel, dans des classes spéciales, pour éviter qu'ils soient dans la même classe que les élèves de dix ans.

Meriane a précisé que l'examen de fin de cycle primaire doit être juste une simple évaluation.

«L'examen de fin de cycle primaire, dans les autres pays, est beaucoup plus une évaluation de la réforme du système scolaire que l'évaluation de l'enfant lui-même. On teste uniquement, à travers les notes de l'enfant, les résultats de la réussite ou l'échec de la refonte scolaire» a-t-il souligné.

La ministre de l'Education nationale, avec la suppression, cette année, de la session de rattrapage pour les élèves de 5<sup>e</sup> année primaire, a mis fin à une tradition instaurée depuis une dizaine d'années. Benghebrit ne s'arrête pas là et annonce d'autres réformes.

S. A.

## COOPÉRATION ALGÉRO-ÉGYPTIENNE

# Entre la contrainte du visa et la volonté de renforcer le partenariat

**Une rencontre d'affaires s'est tenue, hier, à la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, en présence de M. Mohamed Cherif Fethi, représentant du ministère du Commerce, et de l'ambassade d'Egypte à Alger. Ce dernier a appelé au développement d'une coopération plus efficace entre les deux pays dans le but, dit-il, de pouvoir profiter pleinement de l'expérience et du savoir-faire des deux parties. Le vice-président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie Mohamed Zerrouki a estimé que les échanges étaient insuffisants, avec un volume de 273 millions de dollars à la fin du premier trimestre de l'année 2015, dont 188 millions de dollars d'exportations et de 85 millions d'importations.**

Il a aussi appelé à encourager la formation de cadres compétents et d'agir efficacement afin de pouvoir arriver à l'autosuffisance alimentaire et à satisfaire les besoins croissants des citoyens des deux pays. Par la suite, Mohamed Cherif Fethi

a soulevé le problème de l'obtention, dans des délais raisonnables, du visa. Une contrainte majeure qui, selon ce diplomate, semble freiner l'évolution des relations commerciales. A cela s'ajoute le problème des droits de douane.

Selon lui, l'Algérie oblige le paiement des droits de passage sur leurs marchandises a contrario de l'Egypte. M. Fethi a proposé de nouvelles alternatives pour résoudre les problèmes qui entravent les relations commerciales.

Un autre problème d'envergure pour les investisseurs égyptiens, la règle 49/51 imposée par le gouvernement algérien et qui bloque, selon eux, l'apport de capitaux en Algérie pour la réalisation de projets à court, moyen ou long terme.

Réagissant, la directrice des relations internationales de la CACI, Madame Behloul, a défendu les positions de l'Etat algérien en indiquant que «les droits de douane ne sont pas payés pour l'entrée en

Egypte vu qu'il s'agit d'hydrocarbures». Concernant la règle 49/51 régissant l'investissement étranger, elle a ajouté «qu'elle est en vigueur dans plusieurs pays déjà, tels que la Chine.

L'Algérie est, selon cette responsable, un marché qui propose plusieurs avantages à tout investisseur qui veut réussir et gagner de l'argent».

Des propos dans le même sens ont été formulés par la directrice des études de l'Agence nationale de développement de l'investissement qui a mis en avant les points forts de la réglementation qui donne les mêmes droits aux nationaux et aux étrangers.

Haffar Kamel